



Syndicat de l'Imprimerie Bussière Saint-Amand-Montrond (Cher)

Union locale des syndicats de Saint-Amand-Montrond

Union départementale des syndicats du Cher

8, place Malus 18000 Bourges Tel 0248212479 Email : cgt.ud.cher@wanadoo.fr

Site Internet : <http://www.ud18.cgt.fr>

Proposer Débattre Rassembler Agir pour l'imprimerie Bussière !

Une délégation de la CGT composée d'un représentant du syndicat de Bussière et de son Union départementale a rencontré Monsieur le Maire de Saint-Amand-Montrond le mercredi 10 février 2010, à son domicile en raison de son état de santé. Celui-ci était accompagné de deux de ses adjoints.

Notre syndicat a expliqué sa position sur le projet de restructuration annoncé par la direction lequel tout en prévoyant l'investissement dans de nouvelles machines, entend supprimer 150 emplois. Quant à Monsieur le Maire, il s'est déclaré satisfait d'avoir pu nous entendre car jusqu'à ce jour il n'avait que la version de la direction du groupe.

La CGT propose d'aménager ce projet par une solution basée sur le maintien voire le développement de l'outil industriel et la sauvegarde de tous les emplois.

Cet entretien qui a duré 3 h 30, a permis un échange constructif. Nous constatons par contre, à la lecture de l'édition du 12 février 2010 du Berry Républicain que les propos que nous avons entendus lors de notre rencontre et ce qui est écrit dans cet article sont pour le moins très différents. Peut-être l'interview date-t-il d'avant notre rencontre. La question est de savoir où est la vérité.

Les grandes lignes de la position CGT

- **Ce qui fait vivre un pays, c'est avant tout sa production industrielle.** C'est l'industrie qui produit les richesses nécessaires en apportant de la valeur ajoutée générée par le travail salarié. Prétendre que l'avenir de la France est dans le tourisme et les services est une absurdité. Au contraire, il faut une véritable politique industrielle pour produire les richesses qui permettront de financer les écoles, les hôpitaux, la recherche, feront vivre le commerce, financeront les retraites de demain.
- Laisser faire le plan du groupe CPI de réduction des emplois, c'est porter un coup dur à l'industrie locale car BUSSIÈRE, c'est une mamelle de Saint-Amand et du Boischaut. C'est un fleuron industriel dont les habitants sont fiers. Nous n'en doutons pas, ils le défendront.
- **le plan de la direction, s'il entrait en**

application, aboutirait sans aucun doute à la fermeture de l'imprimerie Bussière à court ou moyen terme.

- **Ce plan ne prend pas en compte l'augmentation du nombre de livres achetés en France.** Autrement dit, la crise que traverse notre pays et la planète ne peut être invoquée pour motiver la suppression de la moitié des effectifs.
- Les dirigeants du groupe CPI prétendent que les éditeurs préfèrent des imprimeries de proximité (les maisons d'édition sont pour la majorité à Paris). Cet argument ne tient pas car beaucoup d'entre elles font imprimer en Espagne, en Italie et en Allemagne alors que Saint-Amand n'est qu'à 3 h de Paris. Au contraire, **il faut relocaliser des productions à Saint-Amand.**
- **La CGT est favorable à la modernisation du parc machines. Cela fait 14 ans qu'elle le réclame sans être entendue.** Tout d'un coup la direction annonce l'achat de nouvelles machines mais entend jeter plus de la moitié du personnel dehors. La modernisation ne s'improvise pas. Cela doit être une préoccupation constante, préparée en amont par des provisions pour investissements et une formation du personnel. Rien de cela n'a été fait jusqu'ici.
- **La CGT est favorable au transfert des machines et du personnel dans la zone industrielle** en agrandissant le projet d'extension du permis de construire que CPI a déposé. Cela ferait cesser les nuisances sonores dont se plaignent à juste titre les riverains.
- Alors que la direction du groupe entend se débarrasser des rotatives bien que celles-ci

soient inusables et attendent d'être modernisée pour offrir au métier un taux de rentabilité inégalable. Bussière a fait gagner beaucoup d'argent au groupe CPI, pourtant c'est Bussière que CPI veut réduire.

- Les machines que veut installer CPI à Saint-Amand sont conçues pour de petites séries. Très bien car cela permet de diversifier la production mais le maintien des rotatives à gros tirage est tout aussi nécessaire car elles seront sollicitées par le retour des parts de marché que CPI a laissé filer par son absence d'offre dans la fabrication des petites séries.
- Si cette option n'est pas retenue, la stratégie de CPI de relocaliser la production du marché Français sur le territoire tomberait à l'eau et accélérerait l'importation de livres et par le fait contribuerait à l'encombrement des autoroutes par des camions, participant ainsi à l'augmentation de la production de gaz à effet de serre, au gaspillage énergétique. Mener une telle politique, c'est marcher sur la tête. Pour aller dans le sens du développement durable, il faut imprimer en France les livres achetés en France.
- **Le syndicat CGT a étudié le plan de la direction et considérant que celui-ci ne va pas dans le sens du développement industriel, travaille à l'élaboration de propositions alternatives.**
- Ces propositions, si elles étaient prises en compte coûteraient moins cher en investissements, permettraient le maintien de tous les emplois et les qualifications, le potentiel industriel local voire son développement.

La puissance publique doit reprendre la main sur l'économie.

N'est-il pas inadmissible que des dirigeants d'un groupe industriel s'arrogent le droit de décider seuls du sort d'une entreprise, laissant aux collectivités locales, départementales et régionales le soin de payer la note par la réduction des impôts locaux du groupe et par l'accroissement des aides sociales afin de venir en aide aux salariés jetés à la rue ?

La CGT appelle à la mobilisation de tous les citoyens du bassin d'emploi et plus largement du département, des élus locaux, départementaux et régionaux pour dire

ensemble à CPI : vous devez nous écouter. Nous avons d'autres propositions qui valent bien les vôtres.

Un forum public !

C'est pour cela que la CGT prépare un grand forum public à Saint-Amand dans les prochaines semaines, un forum s'adressant à tous les citoyens et élus des collectivités, Députés Sénateurs et même la direction du groupe CPI. Celle-ci ne se grandirait pas en refusant ce débat.

Une table ronde !

Ce forum public doit être suivi d'une table ronde impliquant les responsables syndicaux de Bussière assistés de leurs structures locales départementales et de branche, les élus des collectivités (municipalité, département, région), le ou les députés, la direction du groupe CPI et pourquoi pas le ministère de l'industrie comme l'a suggéré Mr le Maire.

Cette rencontre du 11 février a fait apparaître des convergences de vues entre la délégation CGT et le Maire de Saint-Amand notamment sur la nécessité de préserver et développer le tissu industriel local, les propositions alternatives à formuler.

Monsieur le Maire s'est dit favorable à la tenue du forum public suivi d'une table ronde. Des élus d'autres collectivités ont également fait par de leur accord pour participer à ces deux initiatives.

Pour sa part, la CGT entend que ce forum public reste sous la seule responsabilité syndicale (les organisations implantées dans l'entreprise et leurs structures locales et de branche).

Il ne s'agit pas d'organiser un débat où les élus ou leaders politiques se renverraient mutuellement les responsabilités mais un débat où chacun, élu et citoyen puisse dire son mot de façon constructive. Ce débat public devrait permettre à ce que tous ensemble, nous défendions Bussière et plus largement notre industrie locale.

Saint-Amand, le 17 février 2010